

## ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

**N°25.DST.804**

**OBJET : Arrêté de voirie portant alignement – parcelles AR 234, 236 et 238 – VC 12 chemin des Condamines – SCP DUPIN-RICHAUD (84120 PERTUIS).**

Le Maire de la commune de Pertuis (Vaucluse),

**VU** la demande par laquelle la **SCP DUPIN-RICHAUD, géomètres experts - 1052 bld Jean Guigues – 84120 PERTUIS**, sollicite l'alignement des parcelles cadastrées section **AR 234, 236 et 238** situées sur la commune de PERTUIS (84120),

**VU** le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.112-3 et L.112-4 ainsi que le titre IV,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le règlement du Plan Local d'Urbanisme du 15 décembre 2015,

**VU** l'avis favorable du Directeur des Services Techniques.

**VU** la délibération 20.DGS.226 du 29 septembre 2020 donnant délégation des pouvoirs au Maire,

**VU** l'arrêté n°24.DGS.161 du 14 février 2024 qui abroge et remplace l'arrêté n°23.DGS.270 du 20/04/2023 donnant délégation de signature aux Adjointes au Maire,

**CONSIDÉRANT** que la SCP DUPIN-RICHAUD, géomètres experts, a sollicité un arrêté de voirie portant alignement des parcelles citées en objet, il convient de donner suite à sa demande.

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Le nouvel alignement de la voie susmentionnée, au droit de la propriété des bénéficiaires pour les parcelles **AR 234, 236 et 238 situées sur la voie communale 12 chemin des Condamines**, est fixé par le plan annexé au présent arrêté, matérialisant la limite de fait du domaine public par le segment de droite allant du point 1 au point 9.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté ne dispense pas les bénéficiaires de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, les bénéficiaires devront présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 3 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'un an à compter de sa délivrance. Dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait durant cette période, à défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**Fait à Pertuis, le 05 novembre 2025**

Pour le Maire et par délégation,  
**Lucien GALLAND**  
Adjoint au Maire

Lucien GALLAND | Elu CTM



Le 7 nov 2025



Affiché le :

**14 NOV. 2025**

